

**Willi Dickhut**

# **La Restauration du capitalisme en Union soviétique**



Willi Dickhut  
La Restauration du capitalisme  
en Union soviétique



**Willi Dickhut**

**La Restauration du capitalisme  
en Union soviétique**

**Verlag Neuer Weg**

Avril 2021

Collectif de rédaction *Revolutionärer Weg* [Voie révolutionnaire]  
(Organe théorique du Parti marxiste-léniniste  
d'Allemagne [MLPD])  
sous la direction de Stefan Engel  
Schmalhorststrasse 1b, D-45899 Gelsenkirchen, Allemagne

Willi Dickhut  
La Restauration du capitalisme  
en Union soviétique

Titre original :

« Die Restauration des Kapitalismus in der Sowjetunion »  
2<sup>e</sup> nouvelle édition révisée et complétée 1988  
Réimpression 2007

Les premières éditions ont été publiées en allemand  
dans la série *Revolutionärer Weg*

- \* les Chapitres I-III dans les numéros 7-9, 1971/1972
- \* Chapitre IV dans le n° 19, [Le capitalisme monopoliste  
d'État en RFA], Stuttgart 1979
- \* Chapitre V dans le n° 22, [La guerre et la paix et la révolution  
socialiste], Stuttgart 1983
- \* Chapitre VI dans le n° 24, [L'unité dialectique de la théorie et de  
la pratique], Düsseldorf 1988

*Verlag Neuer Weg*  
une entreprise du *Mediengruppe Neuer Weg GmbH*  
Alte Bottroper Strasse 42, D-45356 Essen, Allemagne  
email : [verlag@neuerweg.de](mailto:verlag@neuerweg.de), [www.neuerweg.de](http://www.neuerweg.de)

Tous droits réservés Réalisation :  
*Mediengruppe Neuer Weg GmbH*

ISBN : 978-3-88021-578-8  
ISBN eBook : 978-3-88021-579-5

## Sommaire

# La Restauration du capitalisme en Union soviétique

Préface de la deuxième édition complétée .....	9
<b>I. La transformation de la bureaucratie en une bourgeoisie de type nouveau .....</b>	<b>13</b>
1. L'évolution de la bureaucratie de couche petite-bourgeoise vers une nouvelle classe bourgeoise dominante .....	13
2. Le coup d'État révisionniste de Khrouchtchev et l'élaboration de l'idéologie révisionniste en système .....	48
3. La mystification révisionniste de « l'État du peuple entier » et la suppression de la dictature du prolétariat .....	69
<b>II. L'économie du capitalisme bureaucratique.....</b>	<b>92</b>
1. Les bases de l'économie capitaliste et celles de l'économie socialiste .....	92
2. Les révisionnistes élèvent le principe du profit capitaliste en principe suprême de l'économie soviétique .....	120
3. Les révisionnistes abolissent le principe socialiste de la distribution .....	149
4. Les révisionnistes remplacent le principe socialiste de la productivité du travail par le principe capitaliste .....	164

<b>III. Du capitalisme bureaucratique au social-impérialisme</b> .....	213
1. Le développement du capitalisme de type nouveau en social-impérialisme .....	213
2. L'expansion économique, politique et militaire du social-impérialisme .....	245
3. L'intégration économique du social-impérialisme dans le système impérialiste et les contradictions à l'échelle mondiale .....	282
4. L'intégration idéologique du social-impérialisme dans le système impérialiste mondial .....	322
5. Les problèmes des marxistes-léninistes en Union soviétique .....	359
<b>IV. Le social-impérialisme – un capitalisme monopoliste d'État de type nouveau</b> .....	371
1. La restauration du capitalisme en Union soviétique comme exemple négatif .....	371
2. Le social-impérialisme, capitalisme monopoliste d'État de type nouveau .....	396
3. La lutte des classes dans la société socialiste et la tradition de l'idéologie bourgeoise .....	451
4. L'importance de la Grande Révolution culturelle prolétarienne en Chine .....	478
<b>V. L'union soviétique – la superpuissance sociale-impérialiste</b> .....	511
1. La Crise de Cuba de 1962 et son parallèle européen .....	511
2. L'agression armée contre la Tchécoslovaquie en 1968 .....	524

3. Les sanglantes provocations frontalières de  
1969 des sociaux-impérialistes contre la  
Chine encore socialiste à l'époque ..... 538
4. L'expansion du social-impérialisme en  
Afrique et Asie ..... 551

**VI. Nouveaux phénomènes dans les  
relations internationales ..... 584**

1. Modification du principe de la coexistence  
pacifique ..... 584
2. Le tournant de Gorbatchev vers la  
« nouvelle pensée politique » ..... 589





## Préface de la deuxième édition complétée

L'ouvrage « La Restauration du capitalisme en Union soviétique » parut dans les années 1971 et 1972 dans *Revolutionärer Weg* 7-9 [Voie révolutionnaire], organe théorique du MLPD.

Quoique plus de 15 ans soient passés depuis son apparition, ce livre n'a rien perdu de son actualité. Au contraire, la voie de Gorbatchev a rallumé la discussion sur la question de la restauration du capitalisme – jusque dans les rangs du DKP<sup>1</sup>. En même temps, l'ouvrage réfute la conception erronée selon laquelle le capitalisme n'aurait été restauré que maintenant, avec Gorbatchev, après que divers effets du système capitaliste en Union soviétique sont apparus au grand jour. L'ouvrage présenté montre que ce développement a commencé avec la prise de pouvoir de la bureaucratie sous la direction de Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS. Une fois les lois capitalistes implantées, elles font leurs effets automatiquement, avec tous les conséquences et excès connus également dans le capitalisme occidental.

La première édition de ce livre fut complétée par trois mises au point plus récentes afin de clarifier l'évolution ultérieure de l'Union soviétique. Le chapitre IV « Le Social-impérialisme – un capitalisme monopoliste d'État de type nouveau » (premièrement paru dans *Voie révolutionnaire* 19/1979, « Der staatsmonopolistische Kapitalismus in der BRD, IV. Teil » [Le

---

<sup>1</sup> DKP – Deutsche Kommunistische Partei [Parti communiste allemand].

capitalisme monopoliste d'État en RFA, IV<sup>e</sup> partie], caractérise le développement approfondi de la restauration du capitalisme en Union soviétique et les méthodes du social-impérialisme soviétique. Il tire les enseignements fondamentaux comment la lutte de classe doit être menée dans le socialisme afin de prévenir une restauration du capitalisme et d'avancer vers la société communiste.

L'écrit « L'Union soviétique – la superpuissance sociale-impérialiste » parut pour la première fois dans *Voie révolutionnaire* 22/1983, « Krieg und Frieden und die sozialistische Revolution » [La guerre et la paix et la révolution socialiste]. Ici on trace l'évolution du social-impérialisme soviétique à partir de la Crise de Cuba passant par l'agression contre la Tchécoslovaquie en 1968 aux provocations frontalières contre la Chine autrefois socialiste jusqu'à l'expansion dans les pays en voie de développement. Basé sur du matériel factuel, les machinations des sociaux-impérialistes pour l'oppression économique, politique et militaire d'autres peuples sont démasquées.

Le troisième supplément est l'article « Nouveaux phénomènes dans les relations internationales » extrait de *Voie révolutionnaire* 24/1988, « Die dialektische Einheit von Theorie und Praxis » [L'unité dialectique de la théorie et de la pratique]. Il s'y agit d'une analyse de la voie de Gorbatchev et des arrière-plans. Depuis les années 1960 l'Union soviétique, se développait certes en une superpuissance militaire, mais pas économique. Après que sa part à la production mondiale avait reculé dramatiquement depuis 1970, elle est maintenant contrainte à faire des concessions économiques, politiques et également militaires afin de ne pas être distancée complètement. Cet état des choses explique l'introduction ouverte de l'« économie du marché » par Gorbatchev ainsi que le départ des troupes soviétiques de l'Afghanistan. En tout, cette

---

retraite forcée ne change rien au caractère social-impérialiste de l'Union soviétique.

Quelles conséquences faut-il tirer des expériences négatives dans le développement de l'Union soviétique et de la République populaire de Chine? Face aux contradictions de classe aggravées, ces questions entrent de plus en plus dans le champ visuel de nombreux ouvriers. Le livre présenté doit contribuer à répondre à ces questions et à démasquer le révisionnisme moderne de manière scientifique. En même temps on oriente vers la perspective d'un avenir socialiste.

Comité central du Parti marxiste-léniniste d'Allemagne

*Stefan Engel*

Septembre 1988



# **I. La transformation de la bureaucratie en une bourgeoisie de type nouveau**

## **1. L'évolution de la bureaucratie de couche petite-bourgeoise vers une nouvelle classe bourgeoise dominante**

La direction du DKP qualifie systématiquement d'« antisoviétique » et d'« opportuniste » celui qui aujourd'hui répand la vérité sur l'Union soviétique et la désigne comme un pays qui a été socialiste, mais qui désormais est redevenu capitaliste. Mais tout communiste qui considère plus attentivement les faits pourra aisément constater que ce sont les révisionnistes qui ont trahi l'héritage révolutionnaire de Lénine et de Staline, et qui sont tombés dans l'opportunisme. Il en a toujours été ainsi. En Union soviétique, ils ont mis fin à la dictature du prolétariat et restauré le capitalisme, non pas en tant que capitalisme privé, mais sous forme d'un capitalisme de type nouveau. À la place de la classe ouvrière, c'est aujourd'hui une bureaucratie révisionniste, la nouvelle bourgeoisie, qui exerce sa domination sur le peuple. Comment les bureaucrates ont-ils pu anéantir la démocratie prolétarienne et se rendre les maîtres capitalistes de l'Union soviétique ? C'est à cette question que nous voulons répondre dans ce livre.

## La lutte de Lénine contre la bureaucratie

La Révolution d'octobre 1917 en Russie avait effectivement aboli le pouvoir du capitalisme et instauré la dictature du prolétariat. Mais la lutte de classe n'en était pas terminée pour autant. Au contraire, elle allait se faire encore plus âpre, plus acharnée. La lutte de classe se poursuit pendant la période de la dictature du prolétariat, mais sous une autre forme qu'avant la prise du pouvoir. Cela signifie,

*« ... que la dictature du prolétariat est **aussi** une phase de la lutte de classe, inévitable tant que les classes ne sont pas abolies, qui change de formes et devient particulièrement acharnée et particulièrement spécifique au lendemain du renversement du capital. Après avoir conquis le pouvoir politique, le prolétariat ne cesse pas la lutte de classe ; il la continue jusqu'à la suppression des classes, mais, bien entendu, dans d'autres conditions, sous une autre forme, par d'autres moyens. »* (Lénine, « La grande initiative », Œuvres, t. 29, Paris/Moscou 1962, p. 424/425)

Les capitalistes nationaux et étrangers ainsi que les propriétaires fonciers, anciennes classes exploiteuses, mobilisaient toutes les forces réactionnaires afin de reconquérir leur domination par la guerre civile. À leurs côtés, de nouveaux ennemis de la classe ouvrière faisaient leur apparition. Ils étaient favorisés par la désorganisation, la faim, la misère et les dévastations causées par la guerre. Ils cherchaient à ruiner l'économie du pays par des actes de sabotage, par la spéculation et par l'escroquerie. Dans « L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat », Lénine fait remarquer que le mode de production petit-bourgeois ne cesse d'engendrer le capitalisme :

*« L'économie paysanne reste une petite production marchande. Il y a là une base extrêmement large, aux racines très profondes et très solides pour le capitalisme. Sur cette base*

*le capitalisme se maintient et renaît, dans une lutte des plus acharnées contre le communisme. Les formes de cette lutte sont : l'activité des petits trafiquants et la spéculation contre le stockage du blé par l'État (de même que des autres produits) ; en général, contre la répartition des produits par l'État » (Lénine, Œuvres, t. 30, Paris/Moscou 1964, p. 106)*

Ainsi, en 1918, la moitié des céréales panifiables était vendue en ville au marché noir à un prix dix fois supérieur au prix officiel. Ces paysans déclassés, spéculateurs et escrocs se faisaient les alliés des capitalistes et par conséquent les ennemis de classe des ouvriers. Ils se distinguaient moins clairement mais étaient en fait plus dangereux que les ennemis déclarés qui combattaient au front.

La grande masse de la population petite-bourgeoise des villes et de la campagne, en particulier les petits paysans et les paysans moyens, oscille entre le prolétariat et la bourgeoisie.

*« Ce n'est pas sans raison que l'élément petit-bourgeois porte ce nom, car c'est bien ce qu'il y a de plus amorphe, indéfini, inconscient ... La ruine, la misère, la dure situation provoquent des oscillations ; aujourd'hui pour la bourgeoisie, demain pour le prolétariat. Seule l'avant-garde prolétarienne aguerrie est capable de résister et de s'opposer aux oscillations. » (Lénine, « Sur l'impôt en nature », Œuvres, t. 32, Paris/Moscou 1962, p. 385)*

Parmi les couches petites-bourgeoises, on compte également la bureaucratie dans les services publics, l'administration et l'économie. S'il est vrai que l'ancien appareil d'État avait été anéanti par la Révolution d'octobre, il n'en est pas moins vrai que le prolétariat victorieux ne pouvait purement et simplement se passer des fonctionnaires bourgeois dans les administrations, pas plus que des ingénieurs et techniciens bourgeois dans les entreprises industrielles. Mais Lénine souligne que l'automatisme bureaucratique officiel est étranger à la nature



même du socialisme. Le socialisme vivant, créateur, doit être l'œuvre des masses populaires. Quelques jours après la prise du pouvoir, Lénine lance un appel à la population :

*« Camarades travailleurs ! Rappelez-vous qu'à présent c'est vous-mêmes qui dirigez l'État. Nul ne vous aidera si vous ne vous unissez pas vous-mêmes et si vous ne prenez **toutes les affaires** de l'État entre vos mains. Vos soviets sont désormais les organismes du pouvoir d'État, nantis des pleins pouvoirs, des organismes ayant pouvoir de décision ...*

*Établissez le contrôle le plus sévère de la production et tenez l'inventaire des denrées alimentaires. Arrêtez et livrez au tribunal révolutionnaire du peuple quiconque osera porter atteinte à la cause du peuple. »* (Lénine, « Appel à la population », Œuvres, t. 26, Paris/Moscou 1958, p. 311)

Lénine avait fait siennes les leçons de la Commune telles que Marx et Engels les avaient résumées. Montrant le danger d'une bureaucratie d'État dominant la société, Engels souligne, dans la préface du texte de Marx « La Guerre civile en France » les contre-mesures que la Commune dut prendre par obligation :

*« Pour éviter cette transformation inévitable dans tous les régimes antérieurs, de l'État et des organes de l'État, à l'origine serviteurs de la société, en maîtres de celle-ci, la Commune employa deux moyens infailibles. Premièrement, elle soumit toutes les places de l'administration, de la justice et de l'enseignement, au choix des intéressés par élection au suffrage universel, et, bien entendu, à la révocation à tout moment par ces mêmes intéressés. Et, deuxièmement, elle ne rétribua tous les services, des plus bas aux plus élevés, que par le salaire que recevaient les autres ouvriers. Le plus haut traitement qu'elle payât dans l'ensemble était de 6 000 francs. Ainsi, on mettait le holà à la chasse aux places et à l'arrivisme, sans en appeler aux mandats impératifs des délégués aux corps représentatifs*

*qui leur étaient encore adjoints par surcroît.* » (Marx/Engels, Œuvres choisies en trois volumes, Édition du Progrès, t. II, Moscou 1976, p. 199)

Se référant à ces mesures de base, le Conseil des commissaires du peuple fixait, le 1<sup>er</sup> décembre 1917, le revenu maximum d'un commissaire du peuple et d'un haut fonctionnaire à 500 roubles par mois. Ce « maximum du Parti » était à peu près réduit de moitié pour les hauts fonctionnaires de province. Cette réglementation constituait une mesure importante pour endiguer les tendances au développement bureaucratique au sein du Parti. Néanmoins, il s'avéra bientôt que les tâches administratives considérables, la direction de l'économie et l'activité scientifique ne pouvaient s'effectuer sans le recours aux intellectuels bourgeois. Lénine en tira la conclusion et nota que pour gagner les intellectuels bourgeois et les faire participer à l'édification du socialisme, on ne peut éviter de recourir au moyen capitaliste du haut revenu. Cette mesure avait été imposée par la situation générale et s'était avérée nécessaire à un moment donné. Elle allait avoir une notable importance pour toute l'évolution ultérieure. Il s'agissait d'un compromis, d'un pas en arrière. Lénine était parfaitement conscient du danger qui pourrait en résulter. Il voyait dans une nette et franche mise en garde des masses le moyen de le contrebalancer. Cette mesure, indispensable à l'époque pour s'assurer la participation des intellectuels bourgeois, a été d'une telle importance pour le développement ultérieur de la bureaucratie et pour le transfert des privilèges à certains membres du Parti, que nous tenons à citer dans sa quasi-intégralité l'argumentation détaillée donnée par Lénine :

*« Sans la direction des spécialistes des divers domaines de la connaissance, de la technique et de l'expérience, la transition au socialisme est impossible, car le socialisme requiert une progression consciente et massive vers une productivité*

*du travail supérieure à celle du capitalisme et sur la base des résultats atteints par celui-ci. Le socialisme doit réaliser cette progression **à sa manière**, par ses propres méthodes, disons-le d'une façon plus concrète : par des méthodes **soviétiques**. Or la plupart des spécialistes sont forcément bourgeois, de par toutes les conditions de la vie sociale qui en a fait des spécialistes. Si notre prolétariat, une fois maître du pouvoir, avait rapidement tranché la question du recensement, du contrôle et de l'organisation à l'échelle du pays (ce qui était impossible par suite de la guerre et de l'état arriéré de la Russie), nous aurions pu, après avoir brisé le sabotage, nous soumettre entièrement les spécialistes bourgeois grâce à la généralisation du recensement et du contrôle. Par suite du " retard " sensible que nous enregistrons en matière de recensement et de contrôle en général, et bien que nous ayons réussi à vaincre le sabotage, nous n'avons **pas encore créé** des conditions qui mettraient à notre disposition les spécialistes bourgeois ; une quantité de saboteurs " prennent du service ", mais les meilleurs organisateurs et les plus grands spécialistes peuvent être utilisés par l'État soit à l'ancienne manière, à la manière bourgeoise (c'est-à-dire moyennant des salaires élevés), soit à la manière nouvelle, prolétarienne (c'est-à-dire en créant des conditions de recensement et de contrôle exercés d'en bas par le peuple entier, conditions qui auraient pour conséquence inéluctable, automatique, de nous soumettre et d'attirer à nous les spécialistes).*

*Force nous a été de recourir maintenant au vieux procédé, au procédé bourgeois, et de consentir à payer à un prix très élevé les " services " des plus grands spécialistes bourgeois. Cela, tous ceux qui connaissent la question le voient bien, mais tout le monde n'approfondit pas la portée de cette mesure prise par l'État prolétarien. Il est évident que cette mesure est un compromis, un certain abandon des principes de la Commune de Paris et de tout pouvoir prolétarien, lesquels exigent que les*

traitements soient ramenés au niveau du salaire d'un ouvrier moyen, et que l'arrivisme soit combattu par des actes et non par des paroles.

*Plus encore. Il est évident que cette mesure n'est pas simplement un arrêt, – dans un certain domaine et dans une certaine mesure – de l'offensive contre le capital (car le capital, ce n'est pas une somme d'argent, ce sont des rapports sociaux déterminés) ; c'est encore **un pas en arrière** fait par notre pouvoir d'État socialiste, soviétique, qui a proclamé et appliqué dès le début une politique tendant à ramener les traitements élevés au niveau du salaire d'un ouvrier moyen ...*

*Il nous faut étudier les particularités de la voie nouvelle, infiniment ardue, qui mène au socialisme, sans dissimuler nos erreurs et nos faiblesses, mais en faisant effort pour achever à temps ce qui est encore inachevé. Cacher aux masses le fait qu'attirer les spécialistes bourgeois en leur offrant des traitements fort élevés, c'est s'écarter des principes de la Commune de Paris, ce serait tomber au niveau des politiciens bourgeois et tromper les masses. Expliquer franchement comment et pourquoi nous avons fait ce pas en arrière, examiner ensuite publiquement par quels moyens l'on peut se rattraper, c'est éduquer les masses et apprendre avec elles, par l'expérience, à construire le socialisme ...*

*Bien entendu, la question a encore un autre aspect. On ne saurait contester l'influence dissolvante que les hauts traitements exercent sur le pouvoir soviétique (cela d'autant plus que, la révolution ayant été faite très rapidement, le nouveau pouvoir a vu s'attacher à lui un certain nombre d'aventuriers et d'escrocs qui, avec certains commissaires incapables ou sans scrupules, ne demanderaient pas mieux que de devenir des " étoiles " ... dans l'art de piller le Trésor), aussi bien que sur la masse ouvrière. Mais tous les éléments honnêtes et réfléchis parmi les ouvriers et les paysans pauvres seront d'accord avec*

*nous pour reconnaître que nous ne sommes pas en mesure de nous débarrasser d'emblée du funeste héritage légué par le capitalisme, et que nous ne pouvons affranchir la République soviétique du " tribut " de 50 à 100 millions de roubles (tribut que nous payons pour notre propre retard dans l'organisation du recensement et du contrôle exercés **d'en bas par le peuple entier**) qu'en nous organisant, en resserrant la discipline parmi nous, en nettoyant nos rangs de tous ceux qui " gardent l'héritage du capitalisme " ou qui " observent les traditions du capitalisme ", c'est-à-dire des fainéants, des parasites, des dilapidateurs du Trésor (aujourd'hui, toute la terre, toutes les fabriques, tous les chemins de fer forment le " Trésor " de la République des soviets) ...*

*Plus vite nous-mêmes, ouvriers et paysans, aurons acquis une meilleure discipline du travail et une technique du travail supérieure, en utilisant pour acquérir cette science les spécialistes bourgeois, et plus vite nous nous affranchirons de tout " tribut " versé à ces spécialistes. » (Lénine, « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets », Œuvres, t. 27, Paris/Moscou 1961, pp. 256/257, 259 et 260)*

Ces privilèges (revenus plus élevés, habitations plus confortables, niveau de vie plus élevé, etc.) étaient, du temps de Lénine, limités à la couche petite-bourgeoise de la bureaucratie et des scientifiques. Néanmoins, Lénine percevait bien le danger de ce phénomène. Lui, le grand théoricien et praticien de la révolution, avait déjà compris à l'époque que le moyen de contrer ce danger de façon efficace, résidait dans la mobilisation et le devenir révolutionnaire des masses. C'est pourquoi Lénine exigeait :

1. que les ouvriers et les paysans pauvres aient à tout prix le droit
  - a) d'élire et de destituer les dirigeants responsables,
  - b) de contrôler les activités des dirigeants et

- c) de nommer des ouvriers à des postes à responsabilité ;
2. que les masses travailleuses prennent en main tout le pouvoir et se perfectionnent dans l'exercice de ce pouvoir (la mise en pratique de la dictature du prolétariat).

En 1918, Lénine constatait avec regret que le contrôle des ouvriers n'était que peu intégré dans la vie et dans la conscience de la plus grande partie du prolétariat. C'est précisément pourquoi Lénine ne cessait pas de démontrer le danger du bureaucratisme et la nécessité de mobiliser les masses et de leur permettre d'exercer leur contrôle comme seul moyen efficace de le combattre. Ainsi souligne-t-il avec insistance :

*« Bien entendu, l'élément de la désorganisation petite-bourgeoise (qui se manifestera **inévitablement** plus ou moins dans **toute** révolution prolétarienne, et qui, dans notre révolution à nous, se manifeste avec une extrême vigueur en raison du caractère petit-bourgeois du pays, de son état arriéré et des conséquences de la guerre réactionnaire) doit forcément marquer les soviets, eux aussi, de son empreinte. ...*

*Il existe une tendance petite-bourgeoise qui vise à transformer les membres des soviets en " parlementaires " ou, d'autre part, en bureaucrates. Il faut combattre cette tendance en faisant participer pratiquement **tous** les membres des soviets à la direction des affaires ...*

*Notre but est de faire participer pratiquement **tous les pauvres sans exception** au gouvernement du pays ; et toutes les mesures prises dans ce sens – plus elles seront variées, mieux cela vaudra – doivent être soigneusement enregistrées, étudiées, systématisées, mises à l'épreuve d'une expérience plus vaste, et recevoir force de loi. ...*

*La lutte contre la déformation bureaucratique de l'organisation soviétique est garantie par la solidité des liens unissant*

les soviets au “ peuple ”, c’est-à-dire aux travailleurs et aux exploités, par la souplesse et l’élasticité de ces liens. ...

C’est le contact des soviets avec le “ peuple ” des travailleurs qui crée précisément des formes particulières de contrôle par en bas, comme par exemple la révocation des députés, formes que l’on doit maintenant développer avec un zèle tout particulier. » (Ibid., pp. 283, 284 et 285)

Lénine insiste pour que les méthodes de contrôle par la base soient multiformes, « afin d’extirper encore et encore et toujours l’ivraie du bureaucratisme » (Ibid., p. 285). Le 9 avril 1919, un décret sur la réorganisation du contrôle d’État, signé par Lénine, Kalinine et Staline, fut rendu public. Ce décret déclarait la guerre à toute forme de bureaucratisme, quelle qu’elle soit. Il mettait en évidence que la participation des masses aux tâches de gestion et de contrôle constituait la seule condition permettant d’« épurer les institutions soviétiques de la boue bureaucratique. » (Dekrety sovetskoj vlasti [Décrets du pouvoir soviétique], t. V, p. 49)

Chaque fois que Lénine constatait un renforcement des tendances au développement bureaucratique, il sonnait l’alarme. Ainsi, en janvier 1920, il écrivit une lettre à Tomski concernant le bureaucratisme dans les syndicats :

« Je n’ai jamais douté qu’il y ait encore beaucoup de bureaucratie dans tous nos commissariats.

Mais je ne m’attendais pas à ce qu’il n’y en ait **pas moins** dans les syndicats.

C’est un scandale sans nom. Je vous prie instamment de lire tous ces documents à la fraction communiste du C.C.S. de Russie et de mettre au point des mesures **pratiques** de lutte contre la bureaucratie, les lenteurs, l’inaction et l’impéritie. » (Lénine, Œuvres, t. 35, Paris/Moscou 1964, p. 445)

Quelques jours plus tard, Lénine écrivit à Staline au sujet des dispositions de l’inspection ouvrière et paysanne. Il reven-

diquait que l'ensemble des travailleurs actifs, et spécialement les femmes, soit incité à participer à l'inspection ouvrière et paysanne, que le contrôle soit élargi et que des ouvriers et des paysans non inscrits au Parti puissent être convaincus de collaborer au contrôle d'État dans le Centre. À chaque fois, Lénine appelle les ouvriers et les paysans à apprendre la pratique de la gestion, « *la pratique étant cent fois plus importante que toute la théorie* ».

Lénine s'emporte tout particulièrement contre les bureaucrates dans l'appareil d'État qui se servaient de leur pouvoir pour réprimer ceux qui dénonçaient des abus. Lénine intervenait alors sévèrement, comme le montre le télégramme suivant, adressé au comité exécutif du gouvernement de Novgorod :

*« Apparemment, Boulatov a été arrêté pour s'être plaint à moi. Je vous prévient que cela va m'amener à faire arrêter les présidents du Comité exécutif de province et de la Tcheka ainsi que les membres du Comité exécutif et à demander qu'ils soient fusillés. Pourquoi n'avez-vous pas répondu aussitôt à ma demande d'explication ?*

*Lénine, Président du Conseil des Commissaires du Peuple. »*

(Lénine, Œuvres, t. 44, Paris/Moscou 1970, p. 224/225)

Il apparaît que Lénine voyait tout à fait s'accroître le danger de la prise du pouvoir par la bureaucratie au sein du Parti, de l'appareil d'État et de l'économie. Il tentait par conséquent d'étouffer ce danger dans l'œuf par des mesures draconiennes. Cependant, il n'y avait recours que dans des cas exceptionnels, pour l'exemple. Il voyait davantage la solution de la lutte contre la bureaucratie dans la mobilisation des masses et leur participation aux tâches d'administration et de contrôle, parce que la bureaucratie petite-bourgeoise s'était déjà infiltrée dans les organes du Parti et de l'État. En effet, après la prise du pouvoir, de nombreux éléments petits-bourgeois s'étaient



glissés dans le Parti, ce qui explique que le bureaucratisme pouvait constituer un problème déjà dès 1921.

Dans son discours au X<sup>e</sup> Congrès du Parti, en mars 1921, Lénine souligne la nécessité de lutter contre le bureaucratisme : « *Nous devons lutter contre la bureaucratie, il nous faut des centaines de milliers d'auxiliaires* » (Lénine, op. cit. t. 32, p. 214 ). Il montre à l'évidence qu'on ne peut purement et simplement « supprimer » le bureaucratisme mais qu'on ne pourra en triompher qu'au terme d'un processus de longue haleine, par une lutte sans relâche, mettant sans cesse en œuvre de nouvelles méthodes. Il exige que l'on démasque, dénonce et chasse les bureaucrates qui se sont glissés dans le Parti. « *Les bureaucrates sont des gens habiles, beaucoup de ces canailles sont des filous finis. On ne peut les prendre les mains nues* » (Lénine, op. cit. t. 35, p. 507), écrit Lénine à M. Sokolov.

En 1921, sur décision du Comité central, commence une épuration du Parti. Beaucoup d'éléments petits-bourgeois s'étaient infiltrés en son sein pendant les quatre premières années suivant la Révolution, lorsque la victoire était devenue évidente. Ils provenaient surtout des partis petits-bourgeois des mencheviks et des sociaux-révolutionnaires. Lénine réclamait que seul 1 % des mencheviks qui avaient adhéré au Parti après le début de l'année 1918, puissent y demeurer. Et encore, seulement après avoir été mis à l'épreuve trois ou quatre fois, car :

« *Il faut chasser du Parti les filous, les communistes bureaucratés, malhonnêtes, mous, et les mencheviks qui ont " repeint façade ", mais qui, dans l'âme, sont restés des mencheviks.* » (Lénine, « Sur l'épuration du Parti », Œuvres, t. 33, Paris/Moscou 1963, p. 33)

Ainsi, au total 170 000 éléments peu sûrs, c.-à.-d. environ un quart de tous les membres, furent exclus du Parti.

Cependant, la bureaucratie n'avait pas pour autant disparue. Beaucoup de communistes honnêtes n'étaient pas à la hauteur des spécialistes bureaucratiques. Dans un compte rendu du Comité central, Lénine indique :

*« Car, très souvent les bourgeois sont plus compétents que nos meilleurs communistes qui ont tout le pouvoir, toutes les possibilités, et qui, avec tous leurs droits et tout leur pouvoir, ne savent pas faire un pas. »* (Lénine, « XI<sup>e</sup> Congrès du P.C.(b) R. », op. cit., t. 33, p. 294/295)

*« Il faut se rendre compte, et ne pas craindre de le reconnaître, que dans 99 cas sur 100, les communistes responsables ne sont pas employés selon leurs capacités ; ils ne savent pas s'acquitter de leur tâche ; ce qu'ils doivent faire, maintenant, c'est apprendre. »* (Ibid., p. 314)

Lénine souligne nettement cette faiblesse, ce danger d'une bureaucratie qui, de par ses connaissances professionnelles, se rend « indispensable » et fait naître un manque d'assurance chez les communistes. Petit à petit ces bureaucrates parviendraient ainsi à dominer l'appareil d'État et du Parti. C'est pourquoi, en 1923, Lénine encourage l'inspection ouvrière et paysanne à exercer le contrôle de façon conséquente et à ne pas se laisser intimider, voire même à céder :

*« Notre nouvelle Inspection ouvrière et paysanne, nous l'espérons, laissera loin derrière elle cette qualité que les Français dénomment “ pruderie ”, et que nous pourrions appeler affectation ridicule ou ridicule ostentation, et qui fait supérieurement le jeu de toute notre bureaucratie, tant de nos institutions soviétiques que des organisations du Parti, car, soit dit entre parenthèses, la bureaucratie existe chez nous dans les unes comme dans les autres. »* (Lénine, « Mieux vaut moins, mais mieux », op. cit., t. 33, p. 509)

Lénine ne pouvait pas se douter que la bureaucratie, qui à l'origine ne constituait qu'une couche petite-bourgeoise,

s'emparerait du pouvoir environ trente ans plus tard et entreprendrait, en tant que nouvelle classe dominante bourgeoise, une restauration du capitalisme sur une base nouvelle. Mais Lénine voyait déjà clairement de son temps le danger d'une restauration du capitalisme par les éléments petits-bourgeois chancelants, spécialement le danger que constituait la bureaucratie. Dans son discours au X<sup>e</sup> Congrès, il indiquait : « *le danger intérieur est, à certains égards, plus grand que celui de Dénikine et Ioudénitch.* » (Lénine, « X<sup>e</sup> Congrès du P.C.(b)R. », op. cit., t. 32, p. 264)

Dans la proposition de résolution concernant la déviation syndicaliste et anarchiste, il mettait en garde le Parti et la classe ouvrière contre une restauration du capitalisme. Il y écrit sans ambiguïté :

*« Dans un pays comme la Russie, l'énorme prépondérance de l'élément petit-bourgeois et les séquelles inévitables de la guerre, ruine, appauvrissement, épidémies et disette, la misère extrême et la détresse du peuple, engendrent des oscillations nettement affirmées dans l'état d'esprit de la masse petite-bourgeoise et semi-prolétarienne. Ces oscillations tendent tantôt à renforcer l'union de ces masses avec le prolétariat, tantôt à restaurer la bourgeoisie ; l'expérience de toutes les révolutions des XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles montre avec une clarté et une certitude absolues qu'au moindre relâchement de l'unité, de la force, de l'influence de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, ces oscillations ne peuvent aboutir à autre chose qu'à la restauration du pouvoir et de la propriété des capitalistes et des grands propriétaires fonciers. »* (Ibid., p. 259)

Cet avertissement de Lénine, a-t-il vraiment été pris au sérieux ? La classe ouvrière avait-elle compris qu'il s'agissait de la sauvegarde de son pouvoir, de la consolidation et du renforcement de la dictature du prolétariat ?

## **La lutte sous la direction de Staline contre l'ancienne et la nouvelle bureaucratie**

Après la mort de Lénine, la lutte contre la bureaucratie prit, sous la contrainte des événements, des formes toujours plus aiguës. Dès 1922, Staline avait été élu secrétaire général du PCUS. Il poursuivit fidèlement l'œuvre de Lénine.

D'emblée se développèrent deux types de bureaucratie. Il existait d'une part une ancienne bureaucratie administrative provenant de l'ex-appareil d'État, la bureaucratie économique des anciennes entreprises capitalistes et les intellectuels bureaucratiques des anciens instituts d'enseignements – bref, les intellectuels et les spécialistes bourgeois. En tant que couche petite-bourgeoise dominante, ils étaient liés au système capitaliste et s'étaient adaptés tant bien que mal, après la Révolution d'octobre, aux nouvelles conditions, au pouvoir des soviets. Afin de pouvoir utiliser leurs connaissances professionnelles au service de l'édification du socialisme, de les gagner à une collaboration honnête, on les payait particulièrement bien, comme nous l'avons vu ci-dessus. Lénine se rendait bien compte de l'attitude hésitante de cette couche petite-bourgeoise ainsi que du danger qu'une partie d'entre elle présentait pour la restauration du capitalisme, et il y opposait, comme nous le savons, le contrôle des masses par la base.

Parmi cette couche petite-bourgeoise, il faut également compter les forces actives des mencheviks et des sociaux-révolutionnaires, qui étaient liés idéologiquement et politiquement au capitalisme. Une grande partie de ces éléments sans principes rejoignit le parti bolchévik afin de le saper. Lors de la grande épuration du Parti, au cours de l'année 1921, ils en furent cependant écartés. Mais ils continuèrent à entretenir des relations étroites avec les éléments capitalistes à l'intérieur et à l'extérieur du pays, surtout avec les intellectuels petits-bourgeois. Avec l'aide de leur organisation illégale, ces

mencheviks et ces sociaux-révolutionnaires constituaient souvent des hommes de liaison entre les éléments capitalistes qui contribuaient à désagréger le pouvoir prolétarien.

Un autre type de bureaucratie se constituait au sein de l'appareil de l'État, de l'économie et même du Parti. Il s'agissait des bureaucrates porteurs d'une carte du Parti. Nous avons déjà vu combien Lénine avait été surpris en constatant le bureaucratisme dans les syndicats, organisations purement ouvrières. Le pouvoir était monté à la tête de plus d'un communiste dans l'appareil de l'État et du Parti. Ils dégénéraient en bureaucrates.

Le bureaucratisme est un phénomène petit-bourgeois. Un bureaucrate aspire à un style de vie petit-bourgeois. Il se sent bien dans le milieu petit-bourgeois. Une fois parvenus, devenu dignitaires, nombre de fonctionnaires ayant mené jusque-là une vie pleine de privations, s'adonnaient en privé, en famille, à un style de vie petit-bourgeois. Ainsi se développait peu à peu et à côté de la vieille bureaucratie, à laquelle il avait bien fallu avoir recours, une nouvelle bureaucratie.

Lors du XV<sup>e</sup> Congrès du Parti en décembre 1927, Staline indiquait,

*«...que nous cesserions d'être des révolutionnaires prolétariens et que nous serions voués à une décadence certaine, si nous n'arrivions pas à éliminer de nos rangs cet esprit borné, ce népotisme au moment de décider des questions importantes de notre édification. »* (Staline, Werke [Œuvres], t. 10, p. 286 – traduit de l'édition allemande par la rédaction)

Au début 1928, une vaste organisation néfaste, composée de spécialistes bourgeois, fut découverte dans le Rayon Chakhti dans le bassin du Donbass, la plus importante zone industrielle soviétique. Pendant cinq ans, ces éléments avaient saboté la construction industrielle, en étroite liaison avec les anciens propriétaires et les capitalistes étrangers. Dans le procès Chakhti, ils durent répondre de leurs actes.

Devant le plénum d'avril du Comité central, Staline disait :

*« Il y eut à l'époque une intervention politico-militaire, que nous avons réussi à liquider par notre victoire dans la guerre civile. Maintenant, nous affrontons une tentative d'intervention économique ; pour la liquider nous n'avons pas besoin d'une guerre civile, mais il nous faut tout de même la liquider. »* (Staline, op. cit., t. 11, p. 48 – TdlR)

Le procès Chakhti montrait d'une part la grande faiblesse du développement du contrôle par la base et, d'autre part, une accentuation de la lutte de classe, accentuation qui, à vrai dire, ne se manifestait pas uniquement dans l'industrie.

À la campagne, le Parti déployait une offensive contre les koulaks. L'organisation de l'économie collective allait de pair avec cette offensive. Dans sa « Réponse aux camarades kolkhoziens », Staline expliquait les principes de la collectivisation de l'économie agricole :

*« Le léninisme enseigne qu'on ne peut convaincre les paysans des avantages de l'économie collective, que si on leur **montre** et **démontre** en fait, par l'expérience, que le kolkhoze est meilleur que l'exploitation individuelle, qu'il est plus avantageux ; que le kolkhoze permet au paysan, au paysan pauvre et au paysan moyen, de se tirer du besoin et de la misère. Le léninisme enseigne que ces conditions faisant défaut, les kolkhozes ne peuvent être solides. Le léninisme enseigne que toute tentative d'imposer par la force l'économie collective, que toute tentative d'implanter les kolkhozes par la contrainte, ne peut donner que des résultats négatifs, ne peut que repousser les paysans loin du mouvement de collectivisation agricole. »* (Staline, « Les Questions du léninisme », t. 2<sup>e</sup>, Éditions sociales, Paris 1947, p. 16/17)

Ces principes n'étaient cependant pas toujours respectés. En 1930, la collectivisation prit des formes qui incitèrent Staline à publier un article qui fit grand bruit : « Le vertige